

Un Accord International Sur La Concurrence Pour Protéger Les Pays En Développement des Cartels

GENEVE. 22 septembre 2011. Les consommateurs des pays en développement importateurs souffrent de l'activité des cartels d'exportation. C'est ce que révèle une récente étude de l'ONG CUTS International, qui a organisé jeudi à Genève le premier colloque international sur le commerce des produits de base et la politique de la concurrence afin d'étudier des solutions possibles.

Lors de son discours d'ouverture, le Président du Comité de la Concurrence de l'OCDE, Frédéric Jenny, a insisté sur la nécessité d'un accord international sur la concurrence afin de protéger les pays en développement des effets nuisibles des cartels d'exportation sur les marchés des produits de base. Par exemple, les pays développés pourraient purement et simplement interdire de tels cartels basés chez eux, ou encore un accord antidumping inversé pourrait être signé sous les auspices de l'OMC.

Frédéric Jenny s'exprimait lors du colloque international sur le commerce des produits de base et la politique de la concurrence organisé hier à Genève par l'ONG Consumer Unity and Trust Society (CUTS) International, en partenariat avec le Centre for Economic Policy Research et l'appui de l'Agence Française de Développement et la Commission européenne dans le cadre de son programme PEGGED.

Ce colloque d'une journée était facilité par l'Organisation Mondiale du Commerce représenté par son Directeur-Général Adjoint Alejandro Jara, qui dans son discours d'ouverture a posé les bases du débat qui devait porter sur l'interface entre les politiques de commerce et de concurrence.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, Ramamurti Badrinath, le Directeur de CUTS à Genève, a rappelé que le but du colloque était d'améliorer la compréhension des problèmes entravant le bon fonctionnement des marchés des produits de base afin d'élaborer les contours d'un régime global de gouvernance économique pour faire face aux comportements anticoncurrentiels. Le colloque a entendu les présentations et commentaires d'une vingtaine d'experts en matière de commerce international et de concurrence et a vu la participation de représentants des missions de plusieurs pays à Genève, d'ONG et d'Universités.

Le colloque était divisé en quatre sessions substantives, successivement présidées par l'Ambassadeur australien Tim Yeend, Guillermo Valles, Directeur de la Division du Commerce de la CNUCED, Michael Plummer, Responsable de la Division du Développement de l'OCDE, et Flavio Damico, Représentant Permanent Adjoint du Brésil à l'OMC.

Simon Evenett, professeur à l'Université de Saint-Gall en Suisse a parlé de la nécessité de renforcer les dispositions de l'OMC contre les prohibitions à l'exportation. Selon lui, en l'absence de telles dispositions, le nombre de prohibitions à l'exportation par pays en 2011 atteindra bientôt les proportions atteintes en 2008. Aradhna Aggarwal, Directrice à CUTS et Responsable de son Centre pour la Concurrence, l'Investissement et la Régulation Economique (CUTS CCIER), a présenté une étude récente de CUTS sur les impacts défavorables des cartels d'exportation et des prohibitions à l'exportation sur les pays en développement importateurs.

A la lumière des discussions, Ramamurti Badrinath a conclu la journée en délimitant les contours d'un programme de travail pour le futur qui inclura des travaux plus empiriques, un discours plus intense et plus clair avec les responsables politiques pour des mesures qui traitent mieux la question des cartels d'exportation et des prohibitions à l'exportation, des forums de discussion neutres sur les bonnes et mauvaises pratiques, et persuader les gouvernements et le secteur privé de ne pas souscrire aux pratiques anticoncurrentielles. CUTS continuera à travailler avec ses partenaires pour avancer sur ces questions.

CUTS International est une Organisation Non-Gouvernementale pro-commerce, pro-équité qui poursuit la justice sociale et l'équité économique à l'intérieur et à travers les frontières. Avec son siège social basé à Jaipur, en Inde, et une présence sur trois continents, elle est une voix du Sud leader dans la défense des intérêts des consommateurs.

Pour plus d'informations, contacter :

Josiane Rufener : geneva@cuts.org, +41 22 734 6080